

Les Rwandais réclament un 3e mandat de Kagame: élan populaire ou manoeuvre du pouvoir?

Le président Kagame "c'est un don de Dieu", estime Aimable Ngendahayo, l'un des 2,5 millions de Rwandais signataires de pétitions réclamant une réforme de la Constitution pour permettre au chef de l'État de se représenter. Les autorités parlent d'élan populaire, les observateurs de manoeuvre du pouvoir.

> En l'état actuel, l'article 101 de la Constitution rwandaise limite à deux le nombre de mandats présidentiels et interdit à M. Kagame, élu en 2003 et 2010, de briguer un nouveau mandat.

> Véritable homme fort du Rwanda depuis que sa rébellion du Front patriotique rwandais (FPR) a pris le pouvoir en 1994, mettant fin au génocide qui a fait quelque 800.000 morts, essentiellement parmi la minorité tutsi, Paul Kagame est toujours resté évasif sur le sujet d'un troisième mandat, assurant qu'il appartenait au "peuple rwandais" et non à lui-même de faire changer la Constitution.

> En avril, il s'était dit de ceux "qui pensent qu'on ne devrait pas changer les limitations de mandat" tout en glissant que ceux qui y sont favorables "devaient le convaincre".

> Alors, tandis qu'au Burundi la rue s'est enflammée depuis fin avril pour faire renoncer le président Pierre Nkurunziza à un nouveau mandat, les Rwandais s'emploient eux à "convaincre" M. Kagame de rempiler en réclamant en masse au Parlement de modifier l'article 101.

> Les pétitions lancées par des individus, entreprises, administrations ou associations, affluent au Parlement. Les deux chambres examineront d'ici le 4 août ces déjà plus de 2,5 millions de signatures, un peu moins de la moitié des six millions de votants du pays.

> "Kagame c'est un homme spécial", explique M. Ngendahayo: il a "arrêté le génocide des Tutsi en 1994", stabilisé le pays et permis son développement économique et social.

> "Ce n'est pas le moment de le laisser partir", estime ce directeur commercial de 35 ans. "Kagame aime son peuple; si nous, le peuple, nous lui demandons, il acceptera" d'effectuer un nouveau mandat en 2017, assure-t-il.

> - **"Un papier que je devais signer" -**

> Nombre d'observateurs doutent de la spontanéité de cet engouement et y voient la main des autorités, dans un pays sans véritable opposition et où l'hégémonie FPR est présent à tous les échelons de la société.

> Objectif: justifier par l'impérieux élan populaire une modification constitutionnelle contraire aux principes de l'Union africaine et dont les tentatives similaires récentes au Burkina Faso - où la rue a finalement chassé le président Blaise Compaoré - et en République démocratique du Congo ont été condamnées par la communauté internationale.

> Washington, fidèle soutien de Paul Kagame pendant 20 ans jusqu'à une brouille récente, s'est ouvertement prononcé début juin contre un troisième mandat, disant soutenir l'élection "d'un nouveau dirigeant" en 2017.

> Si les autorités réfutent toute coercition, des Rwandais évoquent une pression implicite, le sentiment diffus de possibles conséquences qui laisse peu de choix.

- > "Le responsable de la sécurité de l'umudugudu (plus petite entité administrative, quartier ou lotissement) est venu chez moi et m'a dit qu'il avait un papier que je devais signer", raconte sous couvert d'anonymat un habitant de Kigali.
- > Le document s'intitule "Nous acceptons le 3e mandat". Pas d'intimidation, aucune menace ou boniment. "Bien sûr que j'ai signé (...) on me connaît dans le quartier" et "je ne sais pas ce qui aurait pu se passer" en cas de refus, se justifie ce quinquagénaire.
- > "On ne sait jamais, peut-être qu'on en aurait parlé lors d'une réunion du quartier", poursuit-il, assurant que sans cette visite, il ne serait jamais allé signer de lui-même une telle pétition.
- > Selon un journaliste rwandais, ayant lui aussi requis l'anonymat, "des gens signent de bon coeur, mais beaucoup le font par peur d'être étiquetés comme ennemis de l'État" et "certains illettrés dans les campagnes signent sans même savoir de quoi il s'agit".
- > Ces derniers jours, la presse rwandaise a même rapporté que des détenus de la prison de Rubavu (ouest), pour beaucoup condamnés à de longues peines pour génocide, avaient également signé de tels documents.
- > Le porte-parole du ministère de l'Administration locale, Ladislas Ngendahimana, "réfute catégoriquement que des gens aient signé des pétitions à l'instigation du gouvernement".
- > "Le FPR n'a jamais donné aucune instruction aux responsables locaux" pour qu'ils récoltent des signatures, assure également un cadre du parti au pouvoir - seule formation à ne pas s'être prononcée sur la question d'un 3e mandat de M. Kagame. Ceux qui ont signé "l'ont fait de leur propre volonté (...) on n'a pas besoin de les contraindre", tranche-t-il.

>

12/06/2015 13:01:04 - Kigali (AFP) - Par Stephanie AGLIETTI - © 2015 AFP

Au Rwanda, la campagne pour une révision de la Constitution ouvrant la voie à un troisième mandat de Paul Kagamé prend un nouveau virage. La moitié des électeurs Rwandais auraient signé des pétitions en ce sens. Certains dénoncent des pressions.

- > Malgré les [pressions internationales](#), des milliers de pétitions affluent au Parlement rwandais pour réclamer un troisième mandat du Paul Kagamé, théoriquement interdit par la Constitution de 2003. Selon les autorités, la moitié des Rwandais en âge de voter auraient signé. Un engouement populaire spontané ? Certains témoignages sèment le doute.
- > Les journalistes de France 24 ont notamment rencontré un jeune homme qui a refusé de signer. Anonymement, il témoigne avoir subi des pressions : "Comme je refusais de signer, le maire du quartier est venu me dire que si j' avais besoin de quoi que ce soit, d' un document administratif par exemple, je ne pourrai pas l' avoir. Ils m' ont même traité d' ennemi de l' État".
- > Des accusations que les autorités rejettent en bloc. "Jusqu' à présent, personne n' a porté plainte pour dire que ses droits avaient été violés [...], assure Ladislas Ngendahimana, membre du ministère de l' administration locale. "Nous n' avons jamais vu quelqu' un qui disait qu' il avait refusé de signer. Et d' ailleurs jusqu' à présent, personne n' a dit : 'Moi, j' ai été obligé de signer, j' ai été contraint de signer cette pétition'".

> Le Parlement doit se prononcer d'ici la fin de l'été sur la suite à donner à ces pétitions. Un référendum pourrait être organisé. Le chef de l'État Paul Kagamé, au pouvoir depuis 2003, n'a pour l'instant pas réagi. Début juin, les États-Unis ont fait savoir qu'ils refusaient que l'homme fort de Kigali brigue un troisième mandat.

Afrique Texte par FRANCE 24 Dernière modification : 06/06/2015

>

Rwanda : Washington s'oppose à un éventuel troisième mandat de Paul Kagame

© AFP (Archives) |

Les États-Unis ont fait savoir qu'ils refusaient que Paul Kagame brigue un troisième mandat. Le Parlement rwandais doit débattre d'une éventuelle réforme de la Constitution qui pourrait lui permettre de se représenter en 2017.

> Il n'a pas encore officialisé ses intentions, mais pour Washington, c'est "niet". Les États-Unis se disent opposés à un éventuel troisième mandat du chef de l'État rwandais Paul Kagame à l'issue de la présidentielle de 2017, a affirmé, vendredi 5 juin, un diplomate américain à l'AFP. "Nous sommes engagés à soutenir une transition pacifique et démocratique en 2017 vers l'élection d'un nouveau dirigeant par le peuple rwandais", a expliqué ce responsable du département d'État.

> La Constitution rwandaise, adoptée en 2003, limite à deux le nombre de mandats présidentiels et interdit donc en l'état à Paul Kagame, élu en 2003 et 2010, de se présenter une troisième fois. Or le Parlement doit débattre entre le 5 juin et le 4 août d'une éventuelle réforme de la Constitution pouvant lui permettre de se représenter en 2017, en réponse à une "demande populaire", selon des responsables rwandais.

> Washington soutient depuis longtemps Paul Kagame, 57 ans, ancien chef des rebelles tutsis dans la guerre civile qui s'est terminée en 1994 par un génocide perpétré par les extrémistes hutus. Mais la position traditionnelle des États-Unis est de défendre la limite constitutionnelle à deux mandats.

> **"Des institutions fortes et non des hommes forts"**

> "Les États-Unis pensent que la démocratie s'améliore avec des institutions fortes et non des hommes forts, a plaidé le responsable diplomatique. Changer les constitutions pour supprimer les limites sur le nombre de mandats et favoriser ainsi les titulaires contredit les principes démocratiques et réduit la confiance dans les institutions démocratiques."

> Les responsables rwandais nient que le président soit derrière cette proposition de réformer la Constitution, et expliquent qu'il s'agit de répondre à une demande de ses partisans. Mais des décisions similaires dans d'autres pays africains ont entraîné des violences.

> L'an dernier, l'ancien président du [Burkina Faso](#), Blaise Compaoré, a été chassé du pouvoir après avoir tenté d'y rester. Et le [Burundi](#), voisin du Rwanda, est le théâtre depuis des semaines de manifestations sanglantes et d'une tentative de coup d'État après l'annonce, par l'actuel président Pierre Nkurunziza, qu'il brigait un troisième mandat.